

## Réponse de l'AFIEG à la consultation publique de la CRE relative aux règles de commercialisation des capacités de stockage dans le cadre de la réforme de l'accès des tiers aux stockages.

Juin 2016

Non-confidentielle

Dans la continuité de ses précédentes contributions sur ce sujet, l'AFIEG souhaite rappeler son attachement à cette réforme qui apparaît nécessaire en vue de remédier aux nombreux biais du cadre réglementaire en vigueur.

L'AFIEG tient à souligner que la première priorité est de maximiser le volume souscrit à travers les enchères, afin d'éviter le recours au mécanisme de dernier ressort. En effet, nous considérons que ce mécanisme tend à répliquer le fonctionnement du mécanisme d'obligation en vigueur, sans en corriger les défauts.

Par ailleurs, L'AFIEG estime que tous les consommateurs devraient être soumis à l'obligation de stockage excepté les sites industriels disposant d'une relève journalière ou d'un contrat d'interruptibilité et ne présentant aucun risque pour l'environnement ou les personnes en cas de délestage, ainsi que les CCGT.

### Question 1 : Partagez-vous les orientations générales proposées par le CRE ?

L'AFIEG partage en grande partie les orientations proposées par la CRE et en particulier la priorité donnée à la maximisation des volumes de capacités vendus. L'objectif de vente en volume doit en effet primer, en cohérence avec l'objectif de sécurité d'approvisionnement assigné au dispositif par le projet d'ordonnance. Pour l'AFIEG, tout doit être mis en œuvre afin d'éviter le déclenchement du mécanisme de dernier recours qui aura un impact néfaste sur le fonctionnement du marché en reprenant la logique de l'obligation de stockage actuellement en place.

L'AFIEG s'étonne ainsi qu'un objectif du cadre de régulation soit la maximisation des revenus des enchères. L'AFIEG considère que l'objectif doit être la maximisation des volumes de souscriptions et non la maximisation des revenus des enchères. Des revenus d'enchères élevés entraîneront certes une diminution de la compensation (qui permet de couvrir le revenu autorisé des opérations de stockage) mais cela n'impliquera en aucun cas une diminution du prix de fourniture pour le consommateur final. En effet, le coût résultant de l'achat des capacités de stockage sera répercuté par le fournisseur sur la facture du consommateur.

### Question 2 : Etes-vous favorable au calendrier de commercialisation proposé par la CRE, allant du 1er novembre au 31 mars ?

L'AFIEG rejoint l'analyse de la CRE sur les bornes temporelles fixées par le projet d'ordonnance stockage.

Au vu des quantités importantes de stockage à commercialiser, il semble fondamental de lisser les volumes commercialisés aux enchères sur une période suffisante, et dans tous les cas plus longue que les périodes de commercialisation actuelles. Dans ce contexte, **une période de commercialisation s'étendant de début**

**décembre à fin mars apparaîtrait, en première approche, satisfaisante**, en ce qu'elle serait :

- Suffisamment longue pour offrir aux acteurs de marchés un nombre adéquat de périodes d'enchères.
- Compatible avec le calendrier des enchères de capacités annuelles et pluriannuelles de transport sur PRISMA.
- En accord avec le calendrier de négoce des produits « Q2 » et « Summer » de Powernext.

En ce qui concerne la fréquence des enchères de stockage, **nous recommandons *a minima* une fenêtre d'enchère toutes les deux semaines en début de commercialisation**. Les périodes d'enchères pourront se faire plus fréquentes en fin de période de commercialisation, à partir de début février par exemple. Ces fenêtres devraient se tenir sur une seule journée et être, de préférence, organisées le mardi et/ou le jeudi.

### **Question 3 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la mise en œuvre d'un nombre limité de produits standard commercialisés aux enchères avant le 31 mars ?**

L'AFIEG comprend la réalité physique de l'activité de stockage de gaz naturel et les contraintes associées et ainsi, ne s'attend pas à des nouveautés particulières sur les types de produits commercialisés à court terme. Le nombre de neuf produits standard apparaît comme un compromis équilibré.

Néanmoins, **le cadre de régulation mis en œuvre devra inciter les stockeurs à l'innovation et ce afin d'éviter autant que possible d'avoir recours au mécanisme de dernier ressort**, analogue *in fine* au système actuel et source potentielle d'instabilité et d'incertitude dans le futur mécanisme.

L'AFIEG pense dès lors qu'il n'est **pas opportun de limiter *ab initio* le nombre de produits commercialisés à trois ou un par zone d'équilibrage** comme évoqué par certains acteurs. Une telle décision serait destructrice de valeur pour le système et augmenterait encore une fois la probabilité de déclenchement du mécanisme de dernier ressort.

Idéalement, et bien que la réalité physique du stockage obligera les stockeurs à commercialiser en priorité les capacités « standard », il est fondamental de mettre en place une politique de commercialisation suffisamment flexible et ainsi assurer un bon niveau de souscription tôt dans le processus de commercialisation.

### **Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de laisser la possibilité aux opérateurs de faire évoluer entre les tours d'enchères les capacités commercialisables associées aux différents produits standard, sans modifier les caractéristiques de ces produits?**

Afin de maximiser les ventes de capacités de stockage, il semble opportun de laisser la possibilité aux stockeurs d'avoir la possibilité de faire évoluer dans certains cas les quantités commercialisées de chaque produit standard si les caractéristiques des produits standards n'évoluent pas. Une évolution du volume commercialisé doit être possible uniquement s'il est avéré que le marché a peu d'appétence pour le produit. L'AFIEG considère que le résultat d'un seul tour ne permet pas de conclure à l'absence d'appétence pour un produit ; un acteur de marché peut faire le choix de ne pas participer à une l'enchère relative à un produit donné mais vouloir y participer au tour suivant.

L'AFIEG souhaite que les évolutions du volume commercialisé soit encadré. Les critères d'évaluation du manque d'appétence pour un produit et le nombre de tours minimum avant toute évolution du volume doivent être déterminés au préalable.

**Question 5: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage libres de définir les caractéristiques de leurs produits, pour des capacités limitées à 10 % de leurs capacités totales avant le 31 mars ?**

Non, l'AFIEG n'est pas favorable à la détermination d'une date « butoir » fixée au 31 mars pour limiter à 10% les produits spécifiques. Le seuil de 10% jusqu'au 31 mars paraît trop contraignant et de nature à favoriser le déclenchement du mécanisme de dernier ressort. Cette limitation à 10% des capacités totales pour les produits spécifiques doit s'appliquer tant qu'il y a de l'appétence pour les produits standards mais pas au-delà ; si un manque d'appétence pour les produits standards est observé avant le 31 mars, les opérateurs doivent pouvoir alors proposer plus de 10% de produits spécifiques. L'AFIEG rappelle encore une fois que l'objectif du mécanisme des enchères doit être la maximisation des volumes de souscriptions.

**Question 6 : Dans le cas où le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement est atteint, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?**

Oui, l'AFIEG est favorable à cette proposition et considère qu'il n'est pas nécessaire d'attendre le 31 mars. Il s'agit d'être plus « souple » plus « dynamique », afin de pouvoir réagir au même rythme que le marché, sans attendre les dates « butoir ».

**Question 7 : Dans le cas où le niveau nécessaire à la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint, êtes-vous favorable à ce que les opérateurs réservent une part des capacités sous la forme de produits standard à hauteur des capacités manquantes pour atteindre le niveau de souscriptions nécessaire à la sécurité d'approvisionnement après le 31 mars ?**

L'AFIEG est favorable à ce que les opérateurs de stockage continuent de commercialiser des produits standards dans le cas où le niveau minimal de souscriptions n'est pas atteint et au moins à hauteur des capacités manquantes pour atteindre ce niveau. Il semble en effet impératif de lier le mécanisme de dernier recours aux produits standards. Néanmoins si le niveau nécessaire pour la sécurité d'approvisionnement n'est pas atteint (produit standard pas souscrit), ce sera un signe clair de manque d'intérêt de la part du marché. Tout report de ces produits serait donc sans grand intérêt et d'un manque de marge d'adaptation quant aux produits et aux prix de réserve associé à ses produits.

**Question 8: Pour les capacités disponibles restantes, êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de laisser les opérateurs de stockage définir librement leurs produits après le 31 mars ?**

L'AFIEG considère que dès que le seuil est atteint, ou dans le cas où, manifestement, les enchères ne fonctionnent plus (c'est-à-dire lorsqu'il n'y a plus d'appétence pour les produits standards), les opérateurs doivent pouvoir définir leur produits, sans atteindre le 31 mars (plus de flexibilité dans le calendrier).

Comme expliqué à la question 1, l'AFIEG n'est pas favorable à une régulation incitant les opérateurs à maximiser leurs revenus et considère que l'incitation devrait porter uniquement sur la maximisation des volumes afin d'éviter le recours au mécanisme de dernier ressort.

**Question 9: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE relative à la commercialisation de capacités pluriannuelles ?**

La possibilité pour les acteurs de commercialiser les produits de stockage sur une base pluriannuelle doit également être ouverte, ne serait-ce que pour la visibilité qu'elle offre sur le mécanisme. Néanmoins, la mise en œuvre de ces enchères, notamment dans le calcul d'un prix de réserve maximal, semble plus complexe et demande une analyse spécifique.

**Question 10: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une commercialisation par lots pour les produits standards de stockage ?**

L'AFIEG considère qu'une commercialisation par lot est à même de mieux convenir au marché, que ce soit pour des raisons de liquidité au moment de couvrir les risques associés aux réservations ou afin de matérialiser plus aisément un premium d'enchères permettant de diminuer de fait le niveau de la contribution à mettre en place.

**Question 11: Etes-vous favorable aux règles de constitution des lots proposées par la CRE ?**

L'AFIEG considère nécessaire d'avoir de la visibilité sur les produits qui seront mis en vente pendant toute la période de commercialisation. L'AFIEG propose de partir sur des tours identiques, sauf en cas de manque d'appétence avérée pour les produits standards, et de ne laisser la main aux opérateurs de stockage que sur une éventuelle modulation des volumes vendus.

**Question 12: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'harmoniser les calendriers des enchères entre les opérateurs de stockage ?**

L'AFIEG est favorable à cette proposition, en cohérence avec la logique de fusion des zones à l'horizon 2018.

**Question 13: Partagez-vous la préférence de la CRE pour une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared » ?**

L'AFIEG considère que le « pay as cleared » est effectivement la méthode d'adjudication la plus à même d'assurer un haut niveau de transparence quant à l'accès aux stockages de gaz naturel.

**Question 14: Partagez-vous la préférence de la CRE pour l'enchère à partir d'une courbe quantité/prix transmise par chaque participant dite à fixing ?**

L'AFIEG pourrait être favorable à une enchère à partir d'une courbe quantité/prix, mais reste flexible. En effet, cet élément ne nous apparaît pas être central dans le cadre de cette consultation.

**Question 15: Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'indexation des prix d'achat des capacités aux enchères sur le spread été/hiver ?**

Non, les produits indexés sur le spread sont une manière de retirer une partie du risque associé à la réservation de capacités de stockage ce qui peut avoir notamment un intérêt pour des acteurs de petite taille. Mais cette indexation pourrait être opportune pour les produits pluriannuels évoqués en question 9.

**Question 16: Etes-vous favorable à la proposition de la CRE consistant à publier la méthodologie de détermination du prix de réserve mais à ne pas rendre public le prix de réserve, avant les enchères?**

L'AFIEG considère que le prix de réserve doit être public et sa méthode de calcul transparente. La connaissance du prix de réserve avant le lancement de l'enchère est cruciale pour l'ajustement de la stratégie d'offre des différents acteurs de marché. C'est un élément essentiel pour que le prix d'équilibre résultant de l'enchère soit le plus juste. Et au plus tôt le prix de réserve est connu, au plus tôt il pourra être éventuellement recalé au regard de son effet positif ou non sur les ventes, ce qui permettra ainsi d'instaurer une dynamique positive dans les enchères. Cette exigence de transparence a été rappelée récemment par le CEER<sup>1</sup> et notamment dans ses Guidelines of Good Practice for Third Party Access (TPA) for Storage System Operators (GGPSSO).

---

<sup>1</sup> "Information is vital for market participants: i) to ensure non-discrimination; ii) to manage their risk exposure; and iii) to develop functioning wholesale markets. A sufficient level of transparency, in both English and the local language, is critical to allow cross-border storage to be used efficiently." (CEER Response to European Commission Consultation on an EU Strategy for LNG and Gas Storage Ref: C15-GWG-123-03, 29 September 2015) ..